

# Déclaration du Bureau Exécutif du PARENA

PARTI POUR LE REDRESSMENT NATIONAL (PARENA)  
Tél. : 21 34 65  
B.P. 1365  
BUJUMBURA

## DECLARATION DU BUREAU EXECUTIF DU PARENA

à propos de l'escalade de la violence et du Débat National

Ce dimanche 19 Mars 1995, les miliciens du FRODEBU-PALIPHEUTU ont fait de nouvelles victimes à Nyamutenderi en attaquant un convoi de véhicules qui descendaient sur Bujumbura. L'élément nouveau c'est que cette fois-ci, les bandes armées du FRODEBU-PALIPHEUTU se sont attaquées à des Européens volontairement, contrairement à certaines affirmations, puisque de source sûre il apparaît que les miliciens ont mis tour à tour en joue leurs trois victimes (un homme, une femme et un enfant) après, quelles soient sorties du véhicule ébranlé par une première rafale. Il y a là une volonté de créer des incidents, diplomatiques pour servir une recherche étreinte et connue d'une intervention étrangère au Burundi.

Le message du Président du FRODEBU après l'incident de Nyamutenderi laisse entendre que pour le Dr. Jean MINANI, ce qui compte ce sont les victimes belges, la vie des burundais n'ayant pas grande valeur à ses yeux. Et il en a profité, du moins dans la version kirundi de sa déclaration, pour affirmer que "s'il devient évident que les Burundais ne savent plus régler leurs affaires, il faut que la communauté internationale supplée à leurs lacunes". **Cet appel incessant du FRODEBU à la recolonisation du pays, qui est élayé par plusieurs documents, semble être la seule réponse que ce parti réserve aux épineux problèmes du Burundi nés de la mauvaise gestion d'un pouvoir acquis grâce à l'ethnisme.**

Face à l'escalade de la violence provoquée par les séqueilles du génocide des Tutsi d'Octobre 1993 et le déploiement des milices du FRODEBU-PALIPHEUTU, le parti au pouvoir se contente d'accuser l'Opposition en général et le PARENA en particulier. Le plus étonnant, c'est que le Président de la République lui-même s'adonne à cet exercice à l'étranger au mépris de toute courtoisie politique qui empêche de porter à l'extérieur le débat de politique intérieur, alors que le linge sale se lave

en famille. Mais cela n'entre point dans les préoccupations d'un parti qui, dans sa déclaration du 12 Mars 1995, prête à l'Opposition la volonté de "ridiculiser la classe politique et l'intelligence Hutu auprès des populations pour qu'elles perdent toute confiance en eux et croient qu'elles se sont trompées en les portant au pouvoir". Et pourtant, le FRODEBU était toujours scandalisé lorsqu'il avait été accusé par l'Opposition d'avoir mené un recrutement et une campagne ethniques. Mais voilà qu'en termes à peine violés sa déclaration avoue le caractère à la fois **ethnocratique et inefficace du régime FRODEBU** !

Il est trop facile de mettre sur le PARENA la responsabilité de l'échec du régime, alors qu'il tire sa source de la maladie congénitale du FRODEBU liée à sa filiation au modèle rwandais-parmehuri et nazi qui l'amène à privilégier la haine ethnique sur toute autre considération.

En effet, ce n'est point par hasard mais par option que des criminels endurcis qui s'étaient illustrés en portant le glaive contre la Mère-Patrie en 1972-73 et en 1989 à Nioga-Marangara et dans les massacres de Tutsi, se sont retrouvés propagandistes du FRODEBU et plus tard, dirigeants à différents niveaux de responsabilités. Ce n'est pas non plus par hasard, mais par option qu'aujourd'hui le critère de promotion le plus sûr sous le régime FRODEBU, est le zèle témoigné dans le génocide des Tutsi d'Octobre 1993 et la distribution des armes aux milices INTAGOHÉKA. Il est donc clair que ce n'est pas le PARENA ou d'autres partis d'Opposition qui "ridiculisent la classe politique et l'intelligence Hutu auprès des populations", mais bien l'incapacité du FRODEBU et de ses alliés à s'élever à la hauteur exigée à tout parti de gouvernement.

Le PARENA refuse d'être le bouc-émissaire rêvé pour justifier l'inefficacité, les erreurs et les crimes de politiciens qui préfèrent garder en otage leur peuple et appeler à la recolonisation au lieu d'assumer leurs responsabilités ou de remettre le

Il est évident que le Burundi ne pourra retrouver le chemin de la paix et de la prospérité avant qu'une réponse adéquate ne soit donnée aux problèmes majeurs que nous avons déjà ciblés à savoir

- 1° identifier, rechercher et condamner les concepteurs et les exécutants du génocide d'Octobre 1993 ainsi que les assassins du Président Melchior NDADAYE.
- 2° mettre fin à l'impunité du crime de façon générale.
- 3° réaménager le territoire pour permettre aux déplacés et réfugiés d'être réinstallés en lieux sûrs.
- 4° démanteler totalement et sans conditions toutes les milices.
- 5° procéder à des réformes institutionnelles et concevoir une constitution adaptée à notre niveau de développement économique et social, conforme à nos contingences historiques et culturelles, tout en tenant compte des problèmes qui nous sont propres.
- 6° adopter un nouveau pacte de cohabitation pacifique des ethnies.

**Le seul crime du PARENA aura-t-il été d'avoir pré l'échec de la Convention** parce qu'elle escamote les question essentielles d'une part et que d'autre part nombre de partenaires, en tête desquels se trouve le FRODEBU, manquent de volonté politique pour traduire dans les faits même la petite marge de manoeuvre qu'elle offre ?

Ce n'est pas étonnant que les parlementaires FRODEBU parcourent le monde pour demander qu'on les aide à torpiller cette Convention et à réussir une main-mise sur les forces de sécurité et la magistrature.

Tout indique donc que le Débat National ne donnera à sortir aucun résultat palpable, dans la mesure où la mauvaise foi qui bloque la Convention restera là et que par ailleurs, ce nouveau Forum n'aura aucun pouvoir décisionnel et que ses résultats seront soumis au Président de la République et à son Gouvernement qui sélectionneront ce qui les arrange et garderont dans les tiroirs ce qui les gêne. Le contexte général n'est d'ailleurs pas propice au débat serein, vu la cascade d'assassinats politiques, les attaques généralisées des milices du FRODEBU-PALIPHEUTU et l'insécurité généralisée qui trecasse tous les habitants, citoyens communs étrangers. Discuter la journée et tourbillonner les armes le soir, risquer d'être un jeu peu captivant pour beaucoup et le PARENA se refuse la perte de temps d'un pareil exercice et à l'opprobre de coloyer le adeptes de ce cache-cache !

A la vue du reportage fait par la B.B.C. sur les entraînements des milices INTERAHAMWE et INTAGOHÉKA en vue d'attaquer le Burundi et le Rwanda, on ne peut manquer de s'étonner de l'absence d'une quelconque protestation du Président burundais ou de son Gouvernement adressée au Zaïre.

**En conclusion, le PARENA :**

condamne sans réserves les auteurs des massacres qui se commettent un peu partout dans le pays, ainsi que leurs commanditaires qui équipent et entretiennent les milices.

présente ses condoléances aux diverses familles éprouvées.

exige du Gouvernement l'adoption de mesures concrètes pour lutter contre l'escalade de la violence et l'impunité du crime.

met en garde le FRODEBU contre la tendance si souvent illustrée de faire porter le chapeau au PARENA pour justifier les nombreuses déficiences du pouvoir et son incapacité à résoudre les problèmes-clés du pays.

réitère son engagement à oeuvrer, de concert avec tous les patriotes, pour l'édification d'un Burundi débarrassé du spectre de la violence et de l'intégrisme ethnique.

exprime sa gratitude à tous ceux qui lui témoignent régulièrement de leur sympathie.

Fait à Bujumbura, le 21 Mars 1995

Pour le Bureau Exécutif du PARENA  
Le Président du PARENA

